



Être SOLIDAIRE



N° 40 DÉCEMBRE 2017
BULLETIN TRIMESTRIEL DE L'AVENIR SOCIAL

ÉDITO

Il y a tant à entreprendre

L'avenir social agit pour faire vivre, ici, des droits sociaux et humains : loisirs et culture pour des enfants, droit aux vacances pour des chômeurs, des adolescents et des personnes âgées, soutien à des travailleurs en grève...

Il réalise des actions internationalistes : ouverture d'une boulangerie en Palestine, d'une crèche en Algérie, accompagnement de conductrices de taxis en Inde... Autant d'initiatives conçues pour ailleurs, correspondant à des besoins locaux vitaux. Autant de passerelles pour des amitiés fécondes et durables.

Il secourt des populations confrontées à l'urgence dans nos localités, aux Antilles, à Haïti et tant d'autres dans le monde, victimes de catastrophes naturelles.

Afin d'assurer la pérennité de la solidarité exercée, notre association privilégie l'élaboration de partenariats avec les syndicats des territoires concernés.

Nos engagements sont, historiquement, en osmose avec l'optique de la CGT et de ses organisations. Ils sont précieux pour les salariés de Scop Ti, comme pour les actions réalisées au bénéfice des femmes dans l'industrie textile au Bangladesh, parce qu'ils se complètent dans la volonté de promouvoir le progrès humain, individuel et collectif, chez nous et au-delà des frontières.

L'Avenir social est une école qui met en valeur et en pratique l'engagement volontaire, le partage avec la reconnaissance des autres, les échanges d'expériences, le respect des cultures.

Notre intitulé, L'Avenir social, vaut pour aujourd'hui et pour demain, pour une société de progrès à construire solidairement face aux chantres de la compétitivité, de la concurrence, de la précarité pour le profit.

Il y a tant à faire ! Adhérents individuels et syndicats affiliés, apportez-nous votre concours, comme donateurs évidemment, et aussi en forces vives, en militants associatifs qui souhaitent un rayonnement accru de L'Avenir social. Il y a tant à entreprendre.



ALPHONSE VÉRONÈSE
Membre du conseil d'administration

Camarades,
Chers adhérents,
Pensez à
renouveler
votre adhésion
dès maintenant
pour
l'année 2018.

Soutenir
et faire
durer la solidarité
nous appartient.



Quand le profit tue la solidarité

Au premier semestre 2017, les entreprises du CAC 40, grandes donneuses d'ordres, ont cumulé 51,3 milliards d'euros de profits, soit 28 % d'augmentation ! Les dividendes explosent : 46 milliards ont été distribués aux actionnaires en 2017 sur les bénéfices de 2016. Des rentes faramineuses sont ainsi accaparées par les plus riches sur le produit du travail réalisé par les salariés, dans les entreprises du privé comme du public, et à quel prix...

Les 10 % des Français les plus riches possèdent à eux seuls plus du quart des revenus, soit dix fois plus que les 10 % les plus pauvres. Le chômage de masse frappe plus de 3 millions de personnes. La précarité touche plus de 7 millions de salariés.

En dix ans, on compte 1,2 million de personnes supplémentaires en situation de pauvreté. Les jeunes sont les premières victimes.

Les inégalités s'étendent de l'école aux études. Elles persistent entre les hommes et les femmes. L'habitat social est en recul par rapport aux besoins.

La souffrance au travail est devenue une plaie. La recherche et l'obtention du profit maximum dans le temps le plus court se matérialisent dans une manne gigantesque que s'approprie une minorité de possédants qui, jamais rassasiés, provoquent des ruptures à tous les échelons de la société.

C'est ce à quoi conduisent les choix politiques du président de la République. Tout le concept de solidarité à la française, issu d'un siècle de luttes sociales et politiques, est ébranlé.

L'État et les institutions n'ont plus, pour première raison d'être, le mieux-être de la population, l'accès de chacun et de tous à des droits humains essentiels, ouverts à un monde qui bouge.

Leur credo : adapter notre pays, ses forces créatrices, au diktat du capital financier et de son corollaire : le profit à l'infini.

Que devient le produit des richesses créées par le travail humain ? Va-t-on voir s'étendre de nouvelles formes d'esclavage moderne ?

Faut-il croire à la théorie du ruissellement selon laquelle les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après demain ? C'est le journal d'affaires *Challenges* qui souligne que les investissements sont pour l'essentiel allés à l'étranger, notamment en Asie. Sans rien dire de l'ampleur des fonds spéculatifs !

Il y a du XIX^e siècle dans le XXI^e.

Au nom de la compétitivité, de la concurrence, de l'individualisme, pour le profit, le capital veut régenter toute la société. Il tue les solidarités les plus fondamentales.

Les enjeux et responsabilités syndicales et politiques sont pleinement engagés afin de relever ces défis à l'entreprise, dans les cités. L'Avenir social s'affirme pleinement solidaire des mobilisations qu'entreprennent la CGT et ses partenaires syndicaux dans les secteurs privé, public et nationalisé.

Association de solidarité attachée à la promotion des droits humains, sociaux, démocratiques, L'Avenir social entend contribuer à faire connaître les situations résultant des politiques à l'œuvre, à favoriser les prises de conscience sur les causes et les alternatives, au contact et par l'expression des témoins à la base.

Il n'y a aucune fatalité à subir des politiques rétrogrades, ni comme travailleurs, ni en tant que citoyens.

Il est de notre responsabilité de nous expliquer, de débattre et d'agir, non seulement pour résister à un magistral recul de société, mais aussi, – et surtout – pour générer de nouvelles solidarités sociales, syndicales et associatives, démocratiques, à l'instar de ce qu'ont su entreprendre nos prédécesseurs à la Libération.

La solidarité doit être plus forte que le profit.

Alphonse Véronese

Vacances pour tous

Cet été, une nouvelle fois, le programme d'activités pour l'accès des enfants, de familles militantes défavorisées, aux vacances, aux loisirs et aux sports, s'est poursuivi en partenariat avec le Comité national des travailleurs privés d'emploi et précaires de la CGT.

23 familles, soit 38 adultes et 17 enfants, ont bénéficié de séjours d'une ou deux semaines en centres de vacances, à la montagne et au bord de la mer.

Ces femmes et ces hommes ont pu vivre, avec leurs enfants, un temps de détente, de loisirs, de partage et de découverte : des vacances pour s'échapper un moment des problèmes quotidiens et goûter à des jours heureux.

L'Avenir social, avec cette action, combat concrètement l'exclusion et la stigmatisation. Notre association répond à des besoins humains, pour la défense des droits fondamentaux. Elle redonne aux personnes leur dignité et leur permet d'exercer leurs droits.

L'isolement dans la pauvreté provoque le repli sur soi. Certains misent sur l'individualisation des rapports humains dans la société pour essayer d'opposer les salariés entre eux et avec les travailleurs en précarité ou sans emploi.

L'Avenir social, avec ses adhérents et donateurs, réalise des actions solidaires pour favoriser le développement humain et pour une société meilleure.

La joie des familles, leurs témoignages, nous rappellent qu'un autre monde est possible et nécessaire.

Il est à construire chaque jour, par la solidarité et le refus de toutes les injustices.

Muriel Renaudineau

Une rencontre dans la vallée de la Roya Solidarité avec les migrants contre les répressions

La Vallée de la Roya se trouve dans les Alpes-Maritimes, une poche en France sur la frontière avec l'Italie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, des personnes juives aidées par la population locale ont fui l'arrivée des nazis après l'invasion de la « zone

libre » vers l'Italie, où la répression était moins systématique. Aujourd'hui, des migrants font le chemin inverse.

Depuis 2015, des migrants, en provenance de différents pays (Soudan, Darfour, Érythrée, Tchad, etc.), fuient des régimes dictatoriaux vio-

lant les droits de l'homme. Après un voyage de privation, de souffrances, où beaucoup ont perdu la vie, ils se trouvent bloqués à la frontière italienne, par les forces de l'ordre italiennes et françaises, notamment à Vintimille. Ils essaient alors de passer en France par la dangereuse



route de la Vallée de la Roya. Là encore, certains se blessent ou perdent la vie dans des chutes (au moins 20 morts depuis 2015).

Les migrants bénéficient du soutien actif d'une partie de la population locale. Ces militants associatifs (LDH, AI, Cimade, MSF, MDM, Emmaüs, Secours catholique, etc.) se regroupent (<http://www.roya-citoyenne.fr>) et aident les migrants :

- sur le plan humanitaire, notamment par la distribution de 300 à 800 repas chaque jour, par 30 militants. Des commerçants locaux offrent des produits alimentaires. Des habitants font des dons, ou proposent un hébergement temporaire ;

- sur le plan logistique, pour leur permettre de continuer leur périple, en particulier pour atteindre les villes où déposer leurs dossiers (Marseille, Nice) ;
- sur le plan juridique, pour effectuer les démarches administratives en vue d'obtenir des « papiers ».

Les associations se heurtent à la politique illégale des pouvoirs publics dans les Alpes-Maritimes : ce département est devenu un « territoire perdu de la République ». En contradiction avec la loi, à la demande du préfet, les forces de l'ordre empêchent les migrants de déposer leurs dossiers de demande d'asile et procèdent à des reconductions à la frontière (le 24 juillet à la gare de Cannes, 154 migrants sont arrêtés et reconduits à la frontière, ainsi empêchés de déposer leurs demandes d'asile en France). En particulier, les droits des jeunes mineurs isolés (sans famille) ne sont pas respectés et l'accueil légalement obligatoire ne leur est pas accordé (<http://www.roya-citoyenne.fr/2017/11/enfants-isole-e-s-etranger-e-s-le-droit-commun-et-des-moyens/>).

La politique du préfet a été condamnée à deux reprises par le tribunal administratif de Nice, en référé, pour « atteinte grave et manifestement illégale à la liberté fondamentale que constitue le droit d'asile » (les 31 mars et 4 septembre 2017). Cependant, cette politique illégale n'est pas modifiée, et s'est même aggravée depuis

les dernières élections présidentielles, dans les Alpes-Maritimes comme à Calais et sur l'ensemble du territoire national.

Des militants solidaires sont poursuivis devant les tribunaux correctionnels et parfois condamnés : amendes, peines de prison de plusieurs mois avec sursis, interdictions diverses (prendre le train par exemple), confiscation de véhicules, contrôles judiciaires quotidiens...

Après notre entretien avec les militants associatifs, nous avons participé à un concert de solidarité destiné à populariser ces actions et à récolter des fonds pour l'action. Lors de notre retour, nous sommes passés par la frontière italienne : notre véhicule a été arrêté et fouillé par des militaires italiens.

En Italie, la répression est brutale : des militants solidaires ont été condamnés à des peines de prison, le maire de Vintimille a pris un arrêté interdisant de donner à boire et à manger aux migrants...

Aujourd'hui, une nouvelle route pour les migrants passe par Briançon. La solidarité s'y organise, avec l'expérience de la Vallée de la Roya. La « chasse aux noirs » et la répression des militants solidaires se mettent aussi en place.

L'avenir du monde de demain se joue ici aussi, aujourd'hui. Quelle Humanité se prépare en France, en Europe et dans le monde ? Ces combats sont ceux de L'Avenir social.

Muriel Renaudineau

Le combat pour le retour en humanité des migrants ?

Un laboratoire des droits de l'Homme

Ce n'est pas un hasard si les sections, militants et responsables de la Ligue des droits de l'Homme se sont investis très fermement dans le problème que posent les migrants, ou plus exactement sur le sort que les gouvernements de nos pays civilisés leur réservent, principalement en Europe.

J'ai toujours en mémoire cette phrase contenue dans le premier manifeste qui avait accompagné la fondation de la Ligue, avec la défense du capitaine Dreyfus : « Le condamné de 1894 n'est pas plus juif à nos yeux que tout autre à sa place, ne serait catholique, protestant ou philosophe [terme de l'époque qui désigne agnostiques ou athées]. » Et Michel Tubiana rappelle dans un article d'*Hommes & Libertés* qui célébrait cet événement : « Dès l'origine, c'est l'universel qui est invoqué... »

Il me semble ici que, par la nature diversifiée des victimes (les migrants), par le traitement,

général, permanent et en tout lieu qui est réservé à ces hommes, on touche à l'universel.

Dès lors, l'attitude contraire de la part de la LDH, me semble-t-il, représenterait un reniement de sa propre histoire et surtout de ses « fonts baptismaux ».

Dans cet esprit, au-delà de la participation, limitée toutefois, aux maraudes, comme entre les villages de la Roya et Vintimille et à ce qui peut apporter un peu de bien-être à ces damnés de la Terre, les militants et responsables de la LDH s'investissent surtout dans les combats pour les droits : on ne compte plus les saisines de tribunaux face aux préfets et à la police, qui abusent de leur pouvoir. Les médias sont saisis et relaient de nombreux cas de droits bafoués.

Sur initiative de la LDH, des collectifs se créent. Ils entendent mobiliser l'opinion comme avec ce projet « États généraux des migrations en France » au printemps 2018

dans lequel, tant localement que nationalement, la LDH s'investit.

À une époque où les droits fondamentaux de notre République sont menacés par la surenchère liberticide, au prétexte des menaces terroristes, il n'est pas vain de constater face aux migrants et à ceux qui, les aidant, essaient de pallier les carences de l'État, comment sur le terrain et très concrètement, les pouvoirs publics, les préfets, les policiers et certains magistrats s'affranchissent de notre loi commune.

Et dans ce que migrants et citoyens solidaires permettent ainsi de révéler, il est permis de mesurer les risques pour les droits de l'Homme avec l'extension sans bornes apparentes des moyens répressifs de l'État.

Propos d'**Henri Rossi**,
Délégué régional de la LDH
de la région PACA,
Membre de la section LDH Cannes-Grasse



LECTEURS

Courrier des lecteurs et des vacanciers

Marie-Louise et Georges

« Je tenais à vous remercier. C'est pour nous une semaine de vacances enrichissante, aussi bien par la région qu'humainement. Le Centre CCAS est un lieu d'échanges, de convivialité. Les repas, le personnel... un lieu parfait pour passer un séjour agréable. L'Avenir social est une très belle association, encore MERCI. »

Marysa et Philippe

« Je voulais vous remercier d'avoir passé une semaine avec L'Avenir social. Le séjour dans le Cantal était très bien et agréable. »

Aurélien

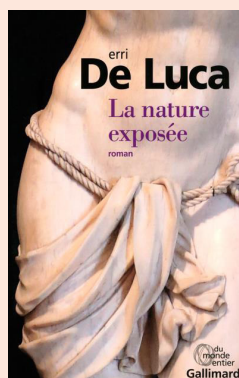
« Un bonjour à l'ensemble de L'Avenir social. Un grand merci pour ce séjour qui n'aurait pas été possible sans vos dispositifs, merci ! »

Patrick

« Camarades, Nous souhaitons Patrick et moi vous remercier ainsi que Touristra pour cette belle semaine de vacances à Ballaruc les Bains. Un beau village typique, tous les personnels de Touristra souriants, agréables et toujours aux petits soins.

Nous avons pu profiter de ces vacances qui nous ont fait le plus grand bien. Grâce à la solidarité, nous sommes partis en vacances. Nous avons deux congrès d'UL dans notre département du Calvados dans les prochaines semaines. Nous allons intervenir pour expliquer ce qu'est l'Avenir social et que la solidarité n'est pas un vain mot, car grâce à vous, des camarades qui n'ont pas les moyens de partir en vacances peuvent bénéficier de repos. Merci encore. »

Lecture



La nature exposée

Erri De Luca

Dans un petit village au pied de la montagne, un homme, grand connaisseur des routes qui permettent de franchir la frontière, ajoute une activité de passeur pour les clandestins à son métier de sculpteur. Le système fonctionne bien, jusqu'au jour où un étranger qu'il a accompagné un an plus tôt, un écrivain, raconte tout dans un livre. Dès lors tout le village regarde le sculpteur de travers. Il décide donc de quitter

le village. Désormais installé au bord de la mer, il se voit proposer une tâche bien particulière : restaurer une croix de marbre, un Christ vêtu d'un pagne. De Luca est un membre singulier de la littérature. Avant d'être l'auteur napolitain de notoriété qu'il est aujourd'hui, il a été ouvrier et militant révolutionnaire pendant ses dix-huit ans d'usine. Auteur poétique et pénétré de réflexion morale, il devient un érudit et un linguiste, un poète et un spécialiste (incroyant) du texte biblique.

Ce dernier livre d'Erri De Luca est celui de l'actualité en même temps que le résultat de ses réflexions morales autour de l'accueil et de la migration. Erri De Luca refuse de parler de migrants, il les considère comme des « voyageurs d'infortune ».

De Luca rappelle à quel point ceux qui quittent leur pays contraints sont des héros. « Ce qui me gêne aujourd'hui quand j'entends cette parole que je qualifierai d'officielle sur le cas des réfugiés, c'est à quel point elle est fautive et peu responsable. Il y a aujourd'hui un devoir de responsabilité face à ces gens qui quittent leur pays pour se rendre dans ces endroits où ils ne connaissent personne, où ils survivent comme ils peuvent », explique-t-il.

Gallimard, 2017. Traduit de l'italien par Danièle Valin, 165 pages, 16,50 euros.

BRÈVES

Union locale de Paris 16^e

En dépit de toutes les embûches, un dispositif de formation au français langue étrangère vient de voir le jour dans l'union locale.

Sept travailleurs syndiqués et engagés suivent cette formation. En cela, l'UL renoue avec une tradition de solidarité, d'entraide et de partage de savoirs dans un esprit de camaraderie et de militantisme. C'est à la jeune militante Myriam Allam que revient le mérite d'un tel aboutissement.

Adhésion

Les personnes imposables bénéficient d'une réduction d'impôt pour l'adhésion à L'Avenir social, et ce pour un montant des deux tiers de l'adhésion et des dons. Cette disposition exclut les personnes non imposables, au contraire de celle qui concerne une cotisation syndicale. Dans un esprit d'équité, le conseil d'administration de L'Avenir social a donc décidé de porter le montant de l'adhésion à 6 euros par an pour les non imposables.

Burkina Faso

Une réflexion va s'engager pour l'installation d'une bibliothèque virtuelle avec des enseignants burkinabés.

NOUS Y ÉTIONS :

- congrès : UD 72, 64, 38, 62, 10 ;
- UL Lille ;
- UFR Organismes sociaux ;
- Fédération métallurgie ;
- 2018 : AG Fédération LSR.

« L'ÊTRE SOLIDAIRE »
BULLETIN DE L'AVENIR SOCIAL.
ASSOCIATION D'ENTRAIDE ET DE SOLIDARITÉ
FONDÉE EN 1906.

263, RUE DE PARIS, CASE 419 - 93514 MONTREUIL CEDEX.
TÉL. : 01 55 82 84 21 - FAX : 01 55 82 84 20 E-MAIL :
contact@avenirsocial.org
SITE : www.avenirsocial.org -
FACEBOOK : www.facebook.com/lavenirsocial/
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : CATHERINE MIGUET

MAQUETTE :
ESPACE INFORMATION ET COMMUNICATION DE LA CGT
20/11/2017 PHOTOS : AVENIR SOCIAL ©
Imprimerie : Rivet
Ne pas jeter sur la voie publique.